



Note conceptuelle de l'atelier :

Sécuriser des trajectoires de commerce et de développement résilientes au climat pour les PMA

Mercredi 4 juin 2025

Hybride : En présentiel à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève ou en ligne via Webex (avec interprétation anglais-français)

Introduction

Cette série de réunions est organisée dans le cadre d'une collaboration entre ODI Global, l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), le Forum sur le commerce, l'environnement et les ODD (TESS) et le Cadre intégré renforcé (CIR). Elle vise à soutenir une communauté de pratique entre les négociateurs des pays les moins avancés (PMA) sur le commerce et le climat, ainsi que d'autres parties prenantes, afin de favoriser des échanges mutuellement bénéfiques, de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre efficace des politiques, et de surmonter les obstacles techniques et financiers pour faire progresser les priorités commerciales et climatiques des PMA. Plus généralement, elle vise à aider les pays à faible revenu à mieux s'intégrer et à progresser dans les chaînes d'approvisionnement vertes émergentes, notamment celles des minéraux critiques, et à diversifier leurs exportations (et à contribuer aux objectifs commerciaux des Objectifs de développement durable (ODD) et du Programme d'action de Doha (PAD) 2025-2031 récemment adopté).

Actuellement, les PMA représentent environ 1 % des flux mondiaux d'échanges et d'investissements, bien qu'ils représentent près de 15 % de la population mondiale et qu'ils soient en croissance. De nombreux PMA sont extrêmement vulnérables au climat, comprenant 17 des 20 économies les plus vulnérables au climat au monde¹. Pour un nombre impressionnant de 35 PMA sur 46, les matières premières directement menacées par le changement climatique ont représenté plus de 60 % de leurs recettes d'exportation entre 2019 et 2021². En 2022, moins de 1 % du financement climatique mondial a été consacré à l'adaptation dans les PMA (15 milliards sur 1459 milliards)³. En 2022, les décaissements d'Aide pour le commerce aux PMA ont atteint 14 milliards de dollars US, ce qui représente 28 % du total des décaissements d'Aide pour le commerce. Ce chiffre est supérieur à la part des PMA dans le total des flux d'APD, mais il marque une diminution de la part des PMA dans les décaissements d'Aide pour le commerce depuis 2020.⁴

L'objectif des ODD visant à doubler la part des PMA dans le commerce mondial d'ici 2020 n'a pas été atteint. L'amélioration de la participation des PMA au commerce international est préconisée dans le cadre du programme d'action de Doha. Dans un contexte géopolitique préoccupant, cette année demeure cruciale pour obtenir des contributions déterminées au niveau national plus ambitieuses en matière de réduction des émissions de carbone, en prévision de la COP30, qui se tiendra en novembre à Belém, au Brésil. Bien que certains pays se soient retirés de leurs engagements en matière de changement climatique, les délibérations et les discussions sur les mesures climatiques liées au commerce se poursuivent au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'agit notamment de discussions récentes au sein du Comité du commerce et de l'environnement, y compris sur les normes de décarbonisation et le transfert de technologie. Plusieurs soumissions ont

¹Voir CNUCED (2023) [Rapport sur les pays les moins avancés 2023](#).

²*Ibid.*

³Initiative pour une politique climatique (2024) ([Paysage-mondial-du-financement-climatique-2024.pdf](#))

⁴Alors que la part de l'Aide pour le commerce dans l'APD totale a augmenté au fil du temps et conformément à la priorité continue accordée à l'Aide pour le commerce, les décaissements ont atteint un niveau record en 2022, avec un montant total de 51,1 milliards de dollars. Voir : [a4tatglande2024_f.pdf](#)

été faites récemment sur ces questions, notamment par le Groupe des PMA au début de l'année.

Enfin, les PMA ont obtenu un accès continu soutien à l'aide multilatérale pour le commerce par l'intermédiaire du Cadre intégré renforcé hébergé au sein de l'OMC, la phase 3 devant se dérouler en même temps que le Programme d'action de Doha (2025-2031).

Dans ce contexte, cette série explorera l'intersection des priorités climatiques en matière d'adaptation, de pertes et dommages et d'atténuation, en mettant l'accent sur différentes questions thématiques à l'interface du commerce et du développement résilient au climat pour les PMA. La première réunion de cette série, prévue le 4 juin 2025, fera le point sur les discussions actuelles sur le commerce et le climat dans des domaines tels que le financement climatique et le transfert de technologies. Un autre atelier sera organisé pour se concentrer sur les préparatifs de la COP30 et les questions à l'interface du financement climatique et du commerce et des marchés du carbone pour les PMA.

Globalement, ces ateliers visent à aider les PMA à mieux comprendre les efforts déployés pour renforcer le commerce et la résilience climatique. Ce processus vise également à soutenir la participation aux discussions et aux préparatifs en cours en vue de la COP30, ainsi qu'à l'OMC en vue de la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC (CM14) en 2026.

Atelier 1 : Sécuriser le financement et la technologie pour un développement résilient au climat dans les PMA : le rôle du commerce et de la coopération internationale

4 juin (14h00 - 17h45), Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

Bien que les PMA ne représentent qu'une part négligeable des émissions de GES, ils demeurent particulièrement vulnérables aux effets directs et indirects du changement climatique. Tempêtes, ondes de tempête, inondations, vagues de chaleur prolongées et sécheresses affectent le prix, la qualité et la disponibilité des biens et services essentiels, ainsi que les infrastructures commerciales. Dans des secteurs comme l'agriculture et la pêche, les variations de température, les précipitations ou la prévalence des ravageurs et des maladies affectent les rendements, la productivité des cultures ou les ressources naturelles. Parallèlement, les PMA sont de plus en plus confrontés à une prolifération de nouvelles exigences sur leurs marchés d'exportation, allant des normes carbone aux ajustements carbone aux frontières ou aux exigences de diligence raisonnable.

Dans ce contexte, une priorité essentielle pour les PMA est de veiller à ce que la résolution des défis environnementaux ne les marginalise pas davantage dans le commerce mondial. Des mécanismes de soutien tels que le Cadre intégré renforcé

ou le programme plus large d'aide au commerce (AAC) peuvent jouer un rôle crucial pour favoriser la diversification économique, développer les capacités du côté de l'offre et satisfaire à l'éventail croissant de normes nécessaires pour être compétitifs sur les marchés mondiaux. Ils sont également essentiels pour permettre aux PMA de mettre en place des infrastructures de production et de commerce résilientes au changement climatique, de renforcer leur préparation aux catastrophes, de réduire leur vulnérabilité aux phénomènes météorologiques extrêmes et de promouvoir des industries vertes nationales au service des économies locales.

Alors que les résultats de la COP29 sont tombés, les avis sont partagés quant au Nouvel Objectif Collectif Quantifié (NCQG) convenu et à l'opérationnalisation de l'Article 6 sur les marchés du carbone. Salué par certains comme « le début d'une nouvelle ère pour le financement climatique », ce résultat suscite des inquiétudes quant à la faiblesse des engagements. Dans ce contexte, l'accent est mis sur l'importance cruciale de la mobilisation d'autres cadres existants, tels que l'Aide pour le commerce, pour contribuer à canaliser des ressources supplémentaires vers les PMA et à combler une partie de leur déficit croissant de financement climatique afin d'optimiser l'impact. Un intérêt constant est également porté sur les moyens de stimuler les investissements du secteur privé et les flux financiers vers les PMA.

Alors que les PMA s'efforcent de renforcer leur résilience face aux changements climatiques et de faire face aux pertes liées aux impacts de la crise climatique, ils recherchent également une coopération commerciale pertinente en matière de transfert de technologie. Un transfert de technologie efficace, incluant non seulement la circulation des biens et services, mais aussi les compétences, le savoir-faire et l'expertise, est essentiel pour que les PMA favorisent la résilience aux catastrophes naturelles, l'adaptation au changement climatique, l'accès à une énergie propre et une transition équitable vers une économie bas carbone.

Cet atelier se penchera sur les principaux résultats de la COP29 concernant le financement climatique et la volonté plus large de sécuriser l'approvisionnement en énergies renouvelables. L'engagement mondial en faveur d'un financement climatique accru crée des opportunités d'aligner l'aide au commerce sur l'action climatique afin de promouvoir une croissance durable et d'aider les PMA à accroître leur part dans le commerce mondial tout en relevant les défis majeurs liés au commerce et à l'environnement. Il abordera également le rôle de la coopération commerciale dans la promotion du co-développement, de la diffusion, de l'accès et du transfert de technologies essentielles à la transition des PMA vers des économies bas carbone, ainsi que l'objectif mondial d'atténuation du changement climatique, qui nécessite de nouvelles technologies vertes.

Les récentes soumissions des PMA à l'OMC renforcent ces exigences. Par conséquent, outre l'accent mis sur les évolutions récentes du financement climatique, cet atelier explorera également la relation entre les évaluations des besoins technologiques soumises dans le cadre de la CCNUCC, l'inclusion des besoins dans les CDN et l'interaction avec l'article 66.2, la Banque de technologies des Nations Unies et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.

Les questions à explorer incluent :

- Comment les structures existantes d'aide pour le commerce peuvent-elles être utilisées pour soutenir les approches de plateformes nationales visant à sécuriser le financement climatique au sein des PMA ?
- Comment les besoins et les priorités technologiques identifiés par les PMA peuvent-ils être mis en œuvre et traités au mieux ? Quel rôle pour les initiatives des Nations unies telles que la Banque de technologie des Nations unies, le CNUCED, et comment les travaux de l'OMC et de la CNUCED peuvent-ils être soutenus ? Comment peuvent-elles ensemble stimuler le soutien et l'engagement du secteur privé ?
- Quelles sont les implications pour le commerce national et les arrangements institutionnels liés au climat dans les PMA ?

Ordre du jour (événement hybride)

13h30 – 14h00 | Café et inscription

14h00 – 14h45 | Session I : Planter le décor

Cette session plantera le décor en examinant les vulnérabilités spécifiques des PMA au changement climatique et leurs priorités en matière de catastrophes naturelles et de résilience économique, d'adaptation au changement climatique, d'accès à l'énergie, de développement résilient au changement climatique et de transition équitable vers une économie à faible émission de carbone. Elle examinera les outils politiques liés au commerce qui pourraient être utilisés par les PMA pour répondre à leurs priorités environnementales et le rôle des mesures de soutien international telles que le financement, l'investissement, l'assistance technique, le renforcement des capacités et le transfert de technologie.

Intervenants :

- S.E. Jean Pierre Baptiste, Ambassadeur, Représentant permanent du Tchad auprès de l'Office des Nations Unies
- Dr Debapriya Bhattacharya, membre distingué du Centre pour le dialogue politique (CPD)
- Dr Jodie Keane, Senior Research Fellow, ODI Global et Laura Kelly, Director of Sustainable Markets, IIED

14:45 – 16:00 | Session II: Tirer parti des approches des plateformes nationales pour un commerce et un financement résilients face au changement climatique dans les PMA

Plusieurs PMA exploitent des plateformes nationales pour renforcer leurs efforts visant à attirer, mobiliser et coordonner les financements publics internationaux en faveur d'objectifs communs. Bien que ces plateformes varient en termes de forme, elles sont toutes des partenariats volontaires, pilotés par les gouvernements et multipartites. Elles sont également considérées comme un moyen d'aligner les objectifs internationaux et nationaux, dans le but de débloquer davantage de financements et d'investissements internationaux, publics et privés.

Dans le domaine du changement climatique, de nombreux PMA très vulnérables au changement climatique adoptent des plans de développement sobres en carbone. Par exemple, la Gambie a intégré le commerce, le climat et la finance au sein de nouvelles structures interministérielles ; la Zambie a été pionnière dans l'élaboration d'une stratégie nationale de croissance verte qui exige la mobilisation de financements et de technologies ; le Rwanda intègre le commerce et le climat dans le cadre de l'initiative « Action pour le climat et le commerce ». Le Bangladesh et le Cambodge ont déjà engagé un dialogue constructif avec les marchés du carbone (CNUCED, 2024).

Cette session explore le cadrage des plateformes nationales en relation avec le lien entre climat, commerce et financement, examine les leçons tirées des approches des plateformes nationales à la lumière des besoins et priorités de financement actuels, de leur efficacité et de leur potentiel d'amélioration, et discute de la manière dont les structures de l'aide au commerce peuvent être utilisées pour soutenir les approches des plateformes nationales afin de sécuriser un financement climatique et un financement plus large pour un commerce et un développement résilients au climat.

Présidente/Modérateur : Dr Carolyn Deere Birkbeck, directrice exécutive

Présentation de mise en scène : Alfred Okidi, Secrétaire permanent au Ministère de l'Eau et de l'Environnement de l'Ouganda/LIFE AR

Intervenants :

- Ratnakar Adhikari, Directeur exécutif du CIR
- Stefan Csordas, Division PMA, CNUCED
- David Boland, Responsable Économie et Finance durable, Fonds vert pour le climat

16h00 – 16h15 | Pause-café

16:15 – 17:30 | Session III: Répondre aux besoins et priorités technologiques des PMA pour un développement résilient au climat

Les évaluations des besoins technologiques (EBT), menées sous l'égide de la CCNUCC, sont des processus participatifs visant à identifier les besoins technologiques des pays en développement en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Cet exercice implique la priorisation des technologies en tenant compte non seulement des avantages environnementaux, mais aussi de la viabilité économique et de leur adéquation aux objectifs plus larges en matière de climat et de développement.

Cette session explore les liens entre les EBT, les CDN, le commerce et la finance. Elle aborde les travaux menés pour évaluer les besoins technologiques des PMA et les enseignements tirés à ce jour, notamment le rôle des mécanismes de soutien internationaux tels que la Banque des technologies des Nations Unies et le CNUCED, ainsi que la coopération innovante avec les différents acteurs du secteur privé pour soutenir le codéveloppement, la diffusion et l'adoption des technologies nécessaires aux PMA pour favoriser un développement résilient au changement climatique. Elle explorera ensuite les travaux en cours au sein de l'OMC sur ce sujet, notamment au sein de divers comités et dans le cadre de l'Aide pour le commerce.

Présidente / Modératrice : Dr Chantal Line Carpentier, Responsable Commerce Environnement Changement Climatique, CNUCED

Présentation de la mise en scène, Vicente Yu, expert indépendant/chercheur, TESS

Intervenants :

- Carlijn Nouwen, fondateur de la Plate-forme d'action pour le climat en Afrique et de l'Alliance mondiale pour les énergies renouvelables
- Federica Irene Falomi, Banque de technologie des Nations unies
- Peter Oksen, Responsable des technologies vertes et de la recherche, Changement climatique et sécurité alimentaire, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
- Aik Hoe Lim, directeur de la division du commerce et de l'environnement, OMC

17h30 – 17h45 | Séance de clôture et d'établissement de l'ordre du jour

Remarques de l'ODI, de l'IIED et de TESS, suivi d'une réception de clôture

Inscription

Inscrivez-vous dès maintenant pour nous rejoindre en personne à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève ou en ligne : <https://securing-climate-trade.rsvpify.com>

Instructions d'inscription (pour les participants en présentiel)

La participation en présentiel aura lieu à l'Institut universitaire de hautes études, Genève.

Mercredi 4 juin 2025

14:00 - 17:45 CEST (GMT +02)

Institut des hautes études de Genève

Chemin Eugène-Rigot 2, Petal 2, Niveau 4, Salle S12

Merci d'arriver sur le lieu de l'événement à partir de 13h30 pour l'enregistrement et un café d'accueil. Nous prévoyons de commencer l'atelier ponctuellement à 14h00

(heure d'été d'Europe centrale, GMT+02). Afin de permettre un échange ouvert et sincère, tous les participants sont priés de respecter strictement la règle de Chatham House.

Instructions de participation (pour les participants en ligne)

La participation virtuelle à la table ronde se déroulera sur Webex. Afin de permettre un échange ouvert et franc, tous les participants sont priés de respecter scrupuleusement la règle de Chatham House.

Veuillez cliquer sur le lien suivant ci-dessous pour rejoindre la réunion.

**Mercredi 4^{juin} 2025
14h00 – 17h45 CEST (GMT +02)**

Rejoindre la réunion

**Numéro de réunion : 2740 764 5225
Mot de passe : PfVdRBYz875**

****Remarque importante : pour garantir la sécurité de cette réunion, veuillez ne pas partager ce lien publiquement ou avec des tiers.****

Nous prévoyons de commencer la table ronde à 14h00 CET (GMT +02). Pour garantir une expérience optimale, nous vous demandons de bien vouloir rejoindre la réunion à 13h50 CET (GMT +02), soit 10 minutes avant l'heure prévue de début de l'événement. Cela nous permettra de garantir un démarrage rapide et sans encombre de la table ronde.

Interpretation

L'interprétation sera disponible de l'anglais vers le français et vice versa pour la participation en personne et en ligne. Pour la participation en personne, nous demandons aux participants d'apporter leur ordinateur portable personnel et leur casque pour suivre l'interprétation via le même lien WebEx que ci-dessus. Pour les participants en ligne, sur l'interface WebEx, cliquez sur le bouton « globe » et sélectionnez ensuite l'anglais ou le français.

